

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 CHARTRES

Chartres, le 12/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

Route Nationale 154
28150 Boisville-la-Saint-Père

Références : VAT20240598

Code AIOT : 0010000168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Route Nationale 154 Gare d'Allones Demainville 28150 Boisville-la-Saint-Père.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Route Nationale 154 Gare d'Allones Demainville 28150 Boisville-la-Saint-Père
- Code AIOT : 0010000168 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La SCA AXEREAL a été autorisée par arrêté préfectoral n°1191 du 18 mai 2009 à exploiter un complexe céréalier sur le territoire de la commune de Boisville-la-Saint-Père. Cet arrêté a été complété par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 5 janvier 2009, pour notamment encadrer les activités de stockage en vrac de céréales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Dispositions générales - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II	Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	90 Jours
5	Résultats contrôle de l'aspiration transporteurs à chaîne galerie sous cell	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-C	Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 Jours
6	Stockage des poussières	Arrêté Préfectoral du 05/01/2009, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
7	Système d'aspiration des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Point II de l'article 21	/	Demande d'action corrective	60 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande d'action corrective	
2	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Demande d'action corrective	
4	Conformité foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques accidentels - Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. [...]</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u></p> <p>Constat : Désignation nominative du référent de l'installation non présentée.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Par courrier daté du 25/07/2024, l'exploitant a transmis la liste des personnes référentes sur le site de Boisville La Saint Père.</p> <p>L'exploitant précise que ces personnes ont la connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que les exploitations induisent, des produits stockés dans les sites et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Le personnel du site Boisville la Saint Père a reçu les formations spécifiques aux risques particuliers liés à l'installation et à l'activité.</p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>A ce titre, l'exploitant a présenté le document intitulé désignation nominative.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation. Tous les opérateurs reçoivent une formation dénommée "Risques silos engrais phytos".</p> <p>L'exploitant précise que la formation de son personnel permanent fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Ce plan est mis à jour et les formations telles que celles relatives aux risques présentés par les silos sont renouvelées régulièrement : tous les 5 ans.</p> <p>A ce titre, le responsable silo a bien reçu une formation le 13/11/2019.</p> <p>Par courriel reçu le 22/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie du certificat du renouvellement de cette formation en ligne du responsable de site, effectuée le 19/11/2024.</p> <p>Une formation extincteurs quant à elle, est dispensée à l'ensemble des opérateurs, tous les 5 ans.</p> <p>L'ensemble du personnel, y compris le personnel intérimaire ou saisonnier, reçoit une sensibilisation adaptée aux risques, notamment avant les collectes saisonnières.</p> <p>Constat : pas d'écart relevé.</p> <p>L'exploitant a levé la non-conformité associée au point de contrôle n°3 de l'inspection du 06/05/2024 ; non-conformité</p>

levée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Travaux par point chaud et permis feu


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels - Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. [...] Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u> Constat : L'exploitant n'a pas présenté de désignation nominative des signataires des permis de feu.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u> Par courrier daté du 25/07/2024, l'exploitant a transmis la liste nominative des personnes signataires des permis de feu.</p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u> Le permis de feu délivré le 14/11/2024, au profit de la société CMM, pour la condamnation du caisson présent à l'étage 1 du silo 3, n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection. Le signataire de ce permis est autorisé par l'exploitant à établir et délivrer une telle autorisation.</p> <p>Constat : pas d'écart relevé. L'exploitant a levé la non-conformité associée au point de contrôle n°7 de l'inspection du 06/05/2024 ; non-conformité levée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Dispositions générales - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II
Thème(s) : Risques accidentels - Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2024
Prescription contrôlée : <p>II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...]- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. <p>L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. [...]</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u></p> <p>Constat : Au vu du constat du site et du rapport de vérification présenté, les installations électriques présentent des non-conformités susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.</p> <p><u>Réponse courrier du 25/07/2024 :</u></p> <p><i>"Le moteur à l'entraînement de la vis proche du caisson à poussières à l'étage 1 de la tour de manutention du silo 3 dont l'indice de protection est insuffisant= (IP44) sera remplacé par un moteur dont l'indice de protection serait conforme à la NF en vigueur."</i></p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté qu'au jour de la visite, le nouveau moteur n'était toujours pas installé. L'exploitant a précisé que le moteur conforme à la norme NF en vigueur sera installé après la moisson. L'exploitant a présenté le bon de livraison référencé DV056540 du 24/09/2024 émis par la société SAS BME Blanchard Moteurs électriques. Ce document précise une date d'intervention prévue dans la 1ere quinzaine de janvier 2025.</p> <p>Constat :</p> <p>Présence d'un moteur d'indice de protection insuffisant (IP44) d'entraînement de la vis à poussières située à l'étage 1 du silo n°3, susceptible d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°7 de l'inspection du 06/05/2024 n'est pas soldée ; non-conformité et proposition de mise en demeure maintenues.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 Jours

N° 4 : Conformité foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels - Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u></p> <p>Constat : Le rapport de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre fait mention de la non-présentation d'un document.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Par courrier daté du 25/07/2024, l'exploitant précise que cet absence de document n'a pas empêché le contrôle de l'installation et qu'aucune observation particulière n'est relevée.</p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapportSOCOTEC de 31/10/2023 référencé n° 962S0/23/8236relatif à la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse aux écarts relevés par l'organisme de contrôle.Les non-conformités relevées ont été levées le 12/04/2024.</p> <p>Constat : pas d'écart relevé.</p> <p>L'exploitant a levé la non-conformité associée au point de contrôle n°1 de l'inspection du 06/05/2024 ; non-conformité levée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Résultats contrôle de l'aspiration transporteurs à chaîne galerie sous cell

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-C
Thème(s) : Risques accidentels - Fonctionnement des installations de transfert des grains
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.</p> <p>Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.</p> <p>Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u></p> <p>Constat : Les résultats du dernier contrôle de l'efficacité d'aspiration n'ont pas été présentés.</p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u></p> <p>L'exploitant indique qu'un audit de l'installation de dépoussiérage a été effectué à la suite de la visite d'inspection du 06/05/2024. Cet audit a été réalisé par la société DEF-TEC, le 25/09/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats du dernier contrôle de l'efficacité de l'aspiration.</p> <p>Le bilan aéraulique du silo 2 est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- débit global théorique : 10 004,00 m3/h- débit global : 9 947,52 m3/h <p>Soit un déficit de 56,48 m3/h</p> <p>Le rapport précise que le débit global relevé est correct.</p> <p>Toutefois, le rapport indique que <i>"les têtes des élévateurs 2 et 3, ainsi que les transporteurs à chaîne TCH1 et TCH2 ne sont pas repris par le réseau d'aspiration. Si le diamètre général du collecteur peut accepter l'ajout de ces 4 points supplémentaires, nous ne pouvons nous prononcer sur la capacité du ventilateur à supporter l'augmentation du débit engendrée. Faute de donnée constructeur, courbe de fonctionnement par exemple."</i></p> <p>Le bilan aéraulique du silo 3 est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- débit global théorique : 29 757,00 m3/h- débit global : 25 530,80 m3/h <p>Soit un déficit de 4226,20 m3/h</p> <p>Le rapport précise que <i>"les mesures relevées au niveau des nettoyeurs sont approximatives : longueurs de tuyauteries insuffisantes pour une mesure idéale."</i></p> <p>Constat :</p> <p>Les résultats du dernier contrôle de l'efficacité de l'aspiration daté du 25/09/2024 sont incomplets.</p> <p>La capacité du ventilateur du silo 2 à supporter l'augmentation du débit engendrée par la mise en conformité de l'installation n'est pas confirmée. Les mesures relevées au niveau des nettoyeurs du silo 3 sont approximatives.</p> <p>Outre ces aspects, <u>l'exploitant n'a pas communiqué de plan d'actions pour répondre à ces constats.</u></p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription : **Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 60 Jours

N° 6 : Stockage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2009, article 19
Thème(s) : Risques accidentels - Stockage des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/05/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Le stockage, et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier, les chambres à poussières ne sont plus utilisées et toute disposition est prise afin d'éviter toute accumulation de poussières à l'intérieur.</p>
Constats : <p><u>Inspection du 06/05/2024 :</u></p> <p>Constat : Présence d'un caisson à poussières à l'étage 1 de la tour de manutention du silo 3.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Par courrier daté du 25/07/2024, l'exploitant a indiqué <i>qu'en application de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2009, il procédera à la condamnation des trappes basses en positions ouvertes afin d'éviter l'accumulation de poussières, ce qui empêchera la saturation et l'accumulation de ces poussières dans le caisson. L'installation sera désormais arrêtée à chaque remplacement de benne. La réalisation de ces travaux de condamnation est prévue pour septembre 2024, et vous recevrez des photos à la suite.</i></p> <p><u>Inspection du 18/11/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a mis en place des mesures compensatoires précitées.</p> <p>L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">• la condamnation des trappes du caisson en position ouverte, ce qui annule la fonction de stockage de poussières ;• la présence d'une surface fragile à la sortie du caisson, au niveau de la vis de vidange. <p>Cette intervention a été réalisée le 14/11/2024 de 10h30 à 15h00.</p> <p>Constat :</p> <p>Les mesures compensatoires mises en place par l'exploitant nécessitent d'être complétées par la production de justificatifs visant à démontrer l'absence de nouveaux risques de surpression, suite à la condamnation des trappes de fermeture du caisson métallique.</p> <p>Dans ce contexte, la non-conformité associée au point de contrôle n°8 de l'inspection du 06/05/2024 est modifiée comme suit : L'exploitant n'a pas justifié de l'absence de risque, notamment de surpression, au niveau du caisson modifié, transmissible dans le volume tour de manutention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier du dimensionnement des surfaces d'évent disponibles (éventuellement complétées) au niveau du caisson métallique maintenu en place au premier étage de la tour de manutention du silo 3, suite à la condamnation des trappes mise en œuvre.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 Jours

N° 7 : Système d'aspiration des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Point II de l'article 21

Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

II. Cas particulier des systèmes d'aspiration des poussières.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les émissions de poussières des systèmes d'aspiration, éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépeussierage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Il s'agit de l'une ou plusieurs des mesures suivantes : fractionnement des réseaux, dispositifs de découplage de l'explosion, dispositifs d'isolation de l'explosion, arrosage à l'eau.

Pour les silos disposant d'installations d'aspiration :

- le fonctionnement des équipements de manutention est asservi à ces installations d'aspiration conformément au IV de l'article 26 ;
- les centrales d'aspiration (cyclones, filtres) des systèmes de dépeussierage de type centralisé sont protégées par des dispositifs contre les effets de l'explosion interne ; les filtres sont sous caissons qui sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur ;
- **les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépeussierage sont dimensionnées et conçues de manière à ne pas créer de dépôts de poussières ;**
- le stockage des poussières récupérées respecte les prescriptions de l'article 50 ;
- en cas d'emploi de filtres ponctuels, l'exploitant s'assure auprès du constructeur que ces systèmes sont utilisables dans des zones où peuvent apparaître des explosions.

Constats :

Inspection du 18/11/2024 :

L'exploitant indique qu'un audit de l'installation de dépeussierage a été effectué à la suite de la visite d'inspection du 06/05/2024. Cet audit a été réalisé par la société DEF-TEC le 25/09/2024.

Le rapport mentionne que des captations étaient bouchées et que des dépôts étaient présents dans certains collecteurs.

Le rapport mentionne :

- une probabilité de dépôt dans la tuyauterie située au niveau 1 dans la branche de collecteur diamètre 150 mm ;
- une probabilité de dépôt dans la tuyauterie située au niveau 3 dans la branche de collecteur vers TBA1 et TBA2 diamètre 140 mm ;
- un important dépôt dans la tuyauterie située au niveau 5 du collecteur de diamètre 600 mm. Une trappe de nettoyage pourrait être mise en place sur la tuyauterie. ;
- un risque de dépôt dans le collecteur de diamètre 350 mm situé au niveau 5 vers le niveau 6 car celui-ci est surdimensionné ;
- au niveau 8, les flexibles sur la tête de l'élévateur 4 et du pendulaire 2 sont déchirés. Les flexibles pourraient être remplacés par de la tuyauterie rigide ;
- les courroies du ventilateur sont à changer (4 SPB 4000) ;
- les pales des écluses sous les cyclones sont à changer ;
- les écluses pourraient continuer à tourner encore quelques minutes après l'arrêt du ventilateur, afin d'éviter du dépôt.

L'inspection note qu'aucune action corrective n'a été prise suite aux remarques associées aux rapports de l'audit du 25 septembre 2024 de l'installation de dépeussierage des silos 2 et 3.

Constat :

L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions pour limiter les émissions de poussières des systèmes d'aspiration, éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent.

Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage ne sont pas dimensionnées et conçues de manière à éviter les dépôts de poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 Jours